

Prise d'otages à l'hôpital Nord de Marseille : Valls diffuse un mensonge d'État

Depuis les révélations du quotidien La Provence sur les événements de la nuit du 12 au 13 août 2013 à l'hôpital Nord de Marseille, ce sont des dizaines et des dizaines d'articles de presse qui commentent cette actualité et plus généralement l'insécurité exponentielle dans les hôpitaux de France. Je ne saurais donc résumer tout ça en quelques lignes. Essayons simplement de contribuer à la vérité sur cette nième affaire marseillaise.

Dans un premier temps, c'est le quotidien régional La Provence qui a révélé ce scandale au grand public. D'abord dans un article en ligne sur son site internet le 4 septembre, puis dans un dossier dans son édition papier le lendemain. Face au déni officiel et immédiat du ministre de l'Intérieur, La Provence persiste et signe dans son édition du 6 septembre en apportant de nouveaux éléments.

(Le « *récit minute par minute* » de La Provence : <http://www.laprovence.com/article/actualites/2518133/marseille-le-recit-minute-par-minute-de-la-prise-dotages-a-lhopital-nord.html>.)

Tout comme dans l'affaire de Brétigny-sur-Orge, Manuel Valls est très catégorique, lisant nerveusement et péniblement ses notes pour ne pas se tromper : « *il n'y a eu ni prise d'otage, ni séquestration à l'hôpital Nord de Marseille dans la nuit du 12 au 13 août* ».

[youtube]<http://www.youtube.com/watch?v=iC9-3VXlin0>[/youtube]

<http://www.youtube.com/watch?v=iC9-3VXlin0>

Il contredit ainsi non seulement l'enquête de La Provence, mais également le témoignage du professeur Pascal Thomas, chirurgien émérite qui a osé brisé l'omerta, le syndicaliste Forte ouvrière Marc Katramados qui s'est largement exprimé dans les médias, sa collègue de SUD qui reconnaît que le silence est de mise sous peine de représailles, et un « *témoign direct* » cité par La Provence.

Le scénario de la nuit du 12 au 13 août est désormais établi grâce à ces témoignages. Il n'y avait dans le service de pneumologie que quatre personnes de garde : deux infirmières et deux aides-soignantes pour 30 malades. Un « patient » connu de la justice et de la police qui venait d'être opéré suite à des blessures par balle dues à un règlement de compte était transféré dans le service. Il craignait d'être liquidé par ses adversaires, dont plusieurs ont tenté d'entrer dans l'hôpital. Le « patient » a reçu la visite de plusieurs personnes, dont l'une d'entre elle lui a fourni une arme de poing. C'est avec celle-ci qu'il a séquestré pendant 15 à 20 minutes les quatre personnes de garde, leur demandant d'interdire toute entrée et sortie dans le service. Une infirmière a cependant réussi à alerter le service de sécurité qui a appelé la BAC en renfort. Pendant ce temps, le forcené a reçu la visite de deux amis à qui il a pu remettre son arme. Les policiers n'ont donc pas retrouvé celle-ci en fouillant l'individu et sa chambre. Les quatre victimes refusant de porter plainte de peur des représailles, les policiers s'en vont et le « patient » est exclu de l'hôpital pour avoir « contrevenu au règlement ».

Cette version des faits n'est pas démentie par la direction de l'AP-HM dans son dernier communiqué.

[youtube]<http://www.youtube.com/watch?v=-p2KwyIfAic>[/youtube]

<http://www.youtube.com/watch?v=-p2KwyIfAic>

Dès lors, deux questions se posent immédiatement, qui mettent en cause des dysfonctionnements certains dans les services de

police et de justice. Qui a donné l'ordre de relâcher un individu dangereux ? Comment se fait-il que le Parquet ne se soit pas saisi de l'affaire dans une affaire de menaces avec arme ?

Venons-en maintenant aux suites administratives données à cette affaire. Dès le 13 août, des syndicalistes provoquent une séance extraordinaire du CHS-CT Nord (Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail) qui aura lieu à 16 h 30. Le directeur de l'hôpital Gilles Halimi en rend compte dans un dossier adressé à la direction générale de l'AP-HM (Assistance publique – Hôpitaux de Marseille) le 19 août, avec signalement au maire de Marseille Jean-Claude Gaudin (président du Conseil de surveillance des Hôpitaux de Marseille) et au directeur général de l'Agence régionale de santé.

La lettre du directeur de l'hôpital parle très clairement de « *prise d'otage* » : « *Cette scène éprouvante a constitué un véritable choc émotionnel pour les personnels et les patients présents et a été assimilée à une prise d'otages par les membres du CHSCT Nord* ».

Donc dès le 19 août, Jean-Claude Gaudin était averti des tenants et aboutissements de l'affaire. On peut alors suspecter sa bonne foi quand il déclare suite aux révélations de La Provence qu'il n'était « *absolument pas* » au courant.

Le 20 août, nous avons eu le fameux déplacement de six ministres à Marseille. Selon l'une d'entre eux, Marie-Arlette Carlotti, le directeur général de l'Agence régionale de santé a averti à cette occasion le Premier ministre et ses collègues de cette affaire. Comme ce directeur était informé sur la teneur de la réunion du CHS-CT, il paraît évident qu'il a informé les ministres présents de la « *prise d'otage* », ou du moins de la « *séquestration* » de quatre employées du service soignant.



Donc Manuel Valls nous ment sans aucun scrupule. Soit, vraisemblablement, il était au courant de cette séquestration et il la dénie devant les caméras, soit par hypothèse peu crédible il n'en savait rien et il n'apporte aucun élément de preuve contre la version de La Provence, du professeur émérite Jacques Thomas qui a osé rompre l'omerta, des syndicalistes de FO et de SUD, et du témoin direct interrogé par La Provence.

Mais sa collègue Christiane Taubira garde des Sceaux n'est pas en reste pour autant. Comment se fait-il que dès qu'elle a eu connaissance de ces faits gravissimes, elle n'ait pas chargé le Parquet de Marseille de lancer une procédure judiciaire ? Le nouveau procureur est formel : ses services n'ont pas été saisis de l'affaire avant les révélations de La Provence, plus de trois semaines après l'agression avec arme.

Cette affaire mérite une enquête en profondeur, non seulement pour établir judiciairement la vérité des faits, mais également pour répondre aux questions sur les dysfonctionnements administratifs, policiers et judiciaires :

– Comment, selon le directeur de l'hôpital, il est « *inconcevable que ce type de patients réputés dangereux ait la possibilité de déambuler dans le service* » ?

– La direction de l'hôpital n'a pas porté plainte sous prétexte que les victimes craignaient des représailles et qu'il n'y a pas eu de dégâts matériels. Comme le dit une syndicaliste, « *le personnel soignant est moins considéré qu'une vitre ou une table brisée. Se faire insulter ou retenir en otage par un patient est quelque chose de normal* ? »

– Pourquoi les policiers de la BAC ont laissé l'agresseur libre alors que le personnel soignant a témoigné de menaces avec arme ? D'où sont venu les ordres ?

– Comment se fait-il le Parquet ne s'est pas saisi de

l'affaire, et a attendu les révélations de La Provence alors que la garde des Sceaux était au courant dès au moins le 20 août ? D'où sont venu les ordres ?



Dans sa déclaration aux médias, Manuel Valls n'a pas un seul mot de compassion pour les quatre victimes, dont le syndicaliste FO nous apprend qu'elles sont en arrêt maladie suite à l'agression, qu'elles n'osent plus sortir seules non accompagnées sauf pour se rendre chez le psychiatre.

Mais quand est-ce que le ministre chargé de notre sécurité se rendra compte publiquement de cette réalité décrite par l'une des infirmières agressées de l'hôpital Nord de Marseille : « *Sur nos blouses, il y a nos noms et nos fonctions. Cet homme peut revenir à tout moment dans le service et mettre ses menaces à exécution* » ? Comment Manuel Valls accepte-t-il que des racailles dangereuses entrent dans les hôpitaux comme dans des moulins ?

Quant à Christiane Taubira, elle reste silencieuse sur cette affaire, mais on a vu son mépris pour les victimes jeudi soir face à la mère de Priscilla massacrée sauvagement par une racaille multirécidiviste.

Ainsi donc, sous ce gouvernement comme sous le précédent, les Français sont livrés pieds et poings liés à la délinquance.

Peu importe la multitude des témoignages dans la presse, peu importe ces infirmières qui vont bosser à l'hôpital Nord de Marseille la peur au ventre chaque jour et encore plus chaque nuit. L'essentiel pour Taubira et Valls est de relâcher dans la nature 98% des délinquants.

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=7LAcI01VbKg[/youtube]

<http://www.youtube.com/watch?v=7LAcI01VbKg>

C'est ahurissant, et c'est pourtant la France d'aujourd'hui.

Oui, comme le dit La Provence, la prise d'otage dans l'hôpital Nord de Marseille est bien « *une affaire soigneusement passée sous silence par les autorités* ». Faute de pouvoir lutter contre la délinquance et l'hyper violence de la « *France orange mécanique* », le pouvoir en place devient de plus en plus soviétoïde, avec une propagande médiatique digne de Lyssenko et de Goebbels.

On ne peut que remercier le professeur Pascal Thomas, le syndicaliste Marc Katramados et la journaliste de La Provence pour avoir brisé l'omerta, au risque de représailles de la part des racailles... ou de l'État.

Roger Heurtebise